

# apropos

[Perspektiven auf die Romania]

Sprache/Literatur/Kultur/Geschichte/Ideen/Politik/Gesellschaft

« Paysans », du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle

Aspects politiques, sociaux et culturels du passé et du présent

Joris Lehnert

*apropos [Perspektiven auf die Romania]*

hosted by Hamburg University Press

2024, 13

pp. 162-176

ISSN: 2627-3446



Zitierweise

Lehnert, Joris. 2024. „« Paysans », du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Aspects politiques, sociaux et culturels du passé et du présent.“ *apropos [Perspektiven auf die Romania]* 13, 162-176.

doi: <https://doi.org/10.15460/apropos.13.2344>

© Joris Lehnert. Except where otherwise noted, this article is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International license (CC BY 4.0)



Joris Lehnert

## « Paysans », du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle

### Aspects politiques, sociaux et culturels du passé et du présent

À propos de

- CONORD Fabien. 2024. *La terre des autres. Le métayage en France depuis 1889*. Montrouge : Éditions du Bourg.
- LEGOY, Corinne. 2020. *Le monde de l'Angle. Voix paysannes 1915-2020. Préface d'Alain Corbin, films sonores et photographies de Philippe Busser*. Saint-Pourçain-sur-Sioule : Bleu autour.
- MORENA, Édouard. 2024. *Paysan*. Paris : anamosa.
- MORICEAU, Jean-Marc. 2023. *La mémoire des gens de la terre. Chroniques de la France des campagnes, 1789-1914*. Paris : Tallandier.

#### **Joris Lehnert**

enseigne la civilisation française au département d'études romanes de l'université Humboldt de Berlin.  
[joris.lehnert@hu-berlin.de](mailto:joris.lehnert@hu-berlin.de)

#### Mots clés

paysans – agriculture – études rurales – histoire contemporaine – XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles

Les ouvrages dont il est question ici ont en commun de traiter, malgré des approches et des ambitions très différentes tout comme des sujets aussi éloignés les uns des autres, l'histoire des paysans dans une perspective longue, mettant en avant la question du changement et de l'adaptation aux évolutions politiques, sociales et culturelles. « Paysans » est en effet ici le terme qui relie ces ouvrages, mais dont le sens, qui continue d'être activé politiquement ou culturellement aujourd'hui encore, recouvre à chaque fois une réalité bien différente, ce qui n'est pas sans interroger, à la fois sur l'hétérogénéité de ce « monde » le plus souvent présenté comme un et sur ses potentialités discursives ou performatives. En retenant l'ordre chronologique qu'ils considèrent chacun, nous pouvons les présenter brièvement ainsi : Jean-Marc Moriceau propose une somme sur la vie quotidienne de ces paysans durant le long XIX<sup>e</sup> siècle via une collection de documents éclairant la vie rurale, Fabien Conord livre de son côté une histoire des « paysans sans terre » davantage centrée sur le XX<sup>e</sup> siècle, en s'intéressant à un mode d'exploitation du sol particulier, le métayage ; Corinne Legoy propose une plongée dans une ferme-auberge familiale, « l'Angle », sur les hauteurs du Mont-Dore, en Auvergne, en mobilisant les « voix paysannes » de ses acteurs pour y parvenir, tandis qu'Édouard Morena revient sur la polysémie problématique du

terme « paysan » en partant de son origine pour en éclairer les représentations et utilisations politiques passées et actuelles. Tous ont donc le temps long comme perspective chronologique, ce qui en fait des ouvrages précieux pour interroger un monde et une histoire qui redeviennent fréquemment, au-delà de la question historiographique, des enjeux sociaux, culturels et politiques.

L'ouvrage de Jean-Marc Moriceau, référence de l'histoire rurale française<sup>1</sup>, est le troisième tome de sa chronique de la France des campagnes depuis le XV<sup>e</sup> siècle après *La mémoire des croquants* pour la période 1435-1652 (2018) puis *La mémoire des Paysans* pour la période 1653-1788 (2020).<sup>2</sup> Là encore, il livre une somme doublement imposante et impressionnante : par sa taille, près de 750 pages, dont le cœur – plus de 600 pages – représente une véritable chronique du XIX<sup>e</sup> siècle, débutant et s'achevant par deux déflagrations : celle de la Révolution et celle de la Première guerre mondiale, ce qui représente donc une évolution sur cinq générations. Imposante et impressionnante également, voire davantage, par ce qu'elle offre à lire. Ainsi, année après année sur près d'un siècle et demi, J.M. Moriceau donne à voir, principalement par les sources, l'évolution du monde rural et de la vie des paysans. Précédé à chaque fois d'un symbole permettant une rapide orientation, chaque extrait est ainsi catégorisé par ce qui trouble la vie à la campagne : les maladies (et particulièrement les plus dramatiques, celles qui touchent les animaux ou les récoltes, davantage que celle qui touchent les paysans), les calamités naturelles et les conflits et leurs conséquences. C'est donc une histoire de durs labeurs et de peines toujours recommencés que cette chronique de la vie des campagnes : J.M. Moriceau ouvre l'ouvrage, naturellement serait-on tenté de dire tant la place de l'auteur bourbonnais est importante pour la représentation de la vie rurale du XIXe siècle, en évoquant l'expulsion de Tiennon, héros de *La Vie d'un Simple* d'Émile Guillaumin, de la ferme de la Creuserie, en écho à celle de 1883 relatée par Jean-Marie Déguignet (501-502), qui meurt l'année suivant la sortie du roman de Guillaumin. « L'histoire fait écho au roman, cruellement » (9) ajoute-t-il à propos, donnant d'emblée le ton de cette somme – même si, dans ce cas présent, il aurait peut-être été plus juste de dire que les mémoires font écho au roman. Toutefois, il s'agit également d'étudier le rapport des campagnes et des paysans (à la fois sujets et acteurs) aux changements d'un siècle qui confirme une première métamorphose réelle de ce monde et qui sera ensuite suivie par une seconde plus rapide et plus brutale avec la modernisation de l'après Seconde guerre mondiale.

Ces divers textes dont l'auteur propose des extraits choisis, assez courts (un tiers de page à une page environ), sont systématiquement précédés d'un titre thématique en gras qui permet une identification rapide des sujets abordés. Fréquemment, ils sont également précédés d'une brève contextualisation introductive des plus appréciables qui permet une lecture multiple de l'ouvrage : à la manière

---

<sup>1</sup> Notons les impressionnants mélanges offerts à l'occasion de son départ en retraite : deux volumes, 105 auteurs, plus de 1300 pages (!) : Philippe Madeline & Sylvain Skora (ed.), *Les Campagnes dans l'histoire. Mélanges en l'honneur de Jean-Marc Moriceau*, Bibliothèque d'Histoire Rurale 14, Caen : Presses Universitaires de Caen (2 tomes).

<sup>2</sup> Les deux premiers tomes ont été réédités en format poche dans la collection « Texto ».

classique d'une chronique, avançant année après année pour constater l'évolution de cette vie rurale, mais certainement plus ponctuelle et précise, en se référant aux symboles ou aux années. Cette somme, fruit d'une vie de collecte dans les archives départementales, dans la lecture d'ouvrages d'histoire rurale, de thèses d'histoire mais aussi de géographie (parfois vieilles de plus d'un siècle), de littérature paysanne et de la production littéraire plus classique, offre un panorama à la fois géographiquement véritablement complet (il est question de 1300 communes sur 95 départements) tout en suivant, à travers le siècle, certains de ces acteurs qui font figure d'autant de fils conducteurs et qui donnent aussi une cohérence à cette chronique. Les 20 pages de sources et de bibliographie exploitées donnent une idée de l'ouvrage accompli. De même, notons particulièrement le très utile et très complet appareil critique qui propose un sommaire organisé par année et qui reprend le titre de chaque document, ou qui permet des recherches par nom de commune, de personnes, de thèmes concernant la vie rurale (11 pages d'index !), « d'abandon d'enfant » à « vol » en passant par – au hasard – « bordiers », « chapeau », « cuir », « faucheurs », « gabelle », « médaille », « œufs », « pâture », « semailles » ou encore les différents noms d'animaux, de plantes ou de cultures, donnent une idée de l'ampleur et de la précision du travail !). C'est un ouvrage à la fois enrichissant, plaisant à consulter et qui servira indéniablement celles et ceux qui travaillent sur la ruralité au XIX<sup>e</sup> siècle.

Comme dans l'ouvrage de J.M. Moriceau, on notera dans l'ouvrage de Fabien Conord, autre ruraliste reconnu, la très grande variété et la richesse des sources mobilisées car ce n'est pas là non plus la moindre des gageures pour le sujet (le métayage<sup>3</sup>) au centre de sa recherche : statistiques, débats parlementaires, procès-verbaux (conseils généraux ou d'arrondissement dans les principaux départements concernés), rapports de préfets et de sous-préfets, presse généraliste et spécialisée, archives des tribunaux paritaires des baux ruraux (part. Allier et Haute-Garonne), archives privées (pour les contrats et les baux), archives des partis politiques, fonds privés d'hommes politiques ou de syndicalistes, brochures et ouvrages littéraires, monographies, et enfin thèses en droit ou en agriculture... Là aussi, les 13 pages de sources et de bibliographie donnent une idée de l'envergure de la recherche entreprise pour, c'est l'ambition de l'auteur, proposer une première « synthèse » (15) nationale sur le métayage en France, cette « terre des autres » – expression pour laquelle il renvoie, mêlant opportunément comme J.M. Moriceau sources primaires et littérature tout au long de l'ouvrage – à Annie Ernaux<sup>4</sup> certes mais surtout à une trilogie de Martial Chaulanges<sup>5</sup>. Nous nous

---

<sup>3</sup> Il s'agit d'un type de contrat à la définition longtemps imprécise et incertaine par lequel un locataire cultivait la terre d'un propriétaire selon des conditions particulières et partageait notamment les récoltes avec ce dernier.

<sup>4</sup> C'est d'ailleurs une citation d'A. Ernaux à ce sujet qu'il place en exergue de son ouvrage, issue d'entretiens avec Michelle Porte en 2014 ; on retrouvait déjà une citation équivalente dans *La Place* (Paris : Gallimard, 1983) : « Mon père travaillait la terre des autres, il n'en a pas vu la beauté, la splendeur de la Terre-Mère et autres mythes lui ont échappé. » (33)

<sup>5</sup> D'après le nom de la trilogie de Martial Chaulanges publiée chez Delagrave à partir de 1971 et qui regroupe *Les mauvais numéros*, *Le Roussel* et *Les rouges moissons*. Elle reçut en 1976 le Prix Roland de Jouvenel de

attarderons ici plus en profondeur sur ce livre, son caractère monographique (le seul des quatre ouvrages retenus) s'y prêtant davantage.

Pour entreprendre donc cette synthèse (mais le mot synthèse est ici peu pertinent tant il renvoie à l'idée d'une simple compilation de savoirs, oblitérant tout le travail de recherche de première main présenté ici), l'ouvrage est organisé en deux grandes parties, l'année 1945/46 (année fondamentale puisqu'elle marque la réforme décisive du statut du fermage et de métayage) partageant « le siècle et le livre », comme le dit l'auteur par un élégant attelage sémantique (21). La première partie couvre ainsi une période qui va d'une crise économique à l'autre (dépression économique des années 1880 à celle des années 1930), elle est également structurée juridiquement par la première loi de 1889 sur le métayage et celle de 1939 sur un premier statut le concernant. La deuxième partie, « le temps du statut », examine ensuite particulièrement le temps de l'après Seconde guerre mondiale jusqu'à sa disparition progressive, quasi-totale et irrémédiable.

Le métayage, qui fut longtemps un objet d'étude en histoire du droit, est aujourd'hui largement délaissé par l'historiographie, ce qui fait l'intérêt particulier du livre. Ce délaissement s'explique par un triple facteur. D'abord, l'histoire contemporaine a longtemps fait preuve d'un désintérêt manifeste pour l'histoire rurale en général (mais F. Conord, comme J.M. Moriceau pour la génération précédente d'historiens ruraux, et d'autres nouveaux représentants la renouvellent et en font un enjeu historiographique à nouveau légitime), tout comme elle montre également une indifférence relative pour les questions institutionnelles et juridiques face aux questions culturelles, sociales ou politiques. Or, justement, le métayage présente toutes les caractéristiques d'un objet d'étude se prêtant à une histoire véritablement totale qui mêle approches économique et sociale, politique, culturelle, rurale, et même urbaine via les propriétaires. Et c'est là le but et l'intérêt de l'ouvrage : proposer en élargissant le propos une étude qui dépasse le simple angle juridique, celui-ci ne permettant pas de cerner le sens de ce qu'est le métayage. Ou plutôt *était*, car, plus pragmatiquement, ce délaissement historiographique s'explique aussi par le fait que ce mode d'exploitation de la terre a aujourd'hui quasiment disparu. La « Révolution » qu'ont connue la société française et particulièrement le monde agricole durant les « Trente glorieuses » provoque, à partir des années 1970, une véritable chute du métayage comme mode d'exploitation de la terre. Il faut certes y voir aussi les effets de la « secousse » (248) provoquée par le nouveau statut voté en 1946 (des métayers devenus entre temps fermiers ou propriétaires, l'existence d'un droit de reprise le propriétaire) mais ceux-ci sont d'abord limités. Ainsi, en 1953, on compte même davantage d'exploitations relevant de ce statut (6,6%) qu'en 1929 (5,4%) ! Mais les raisons pour cette hausse sont surtout à rechercher du côté de la baisse du nombre d'exploitations et des effets de la crise des années 1930 (qui provoqua mécaniquement une hausse du nombre de métayers), et ce chiffre met aussi en lumière la rapidité, ensuite, de sa disparition. La carte du métayage en France en 1955 (242)

---

l'Académie française, les trois tomes ont été depuis réédités par les Presses universitaires de Grenoble (2000-2002).

en donne une image très concentrée avec six départements concernés, quatre dans le Sud-Ouest plus l'Allier et la Mayenne. La géographie du métayage s'est également déplacée après la loi de 1946, concernant alors principalement – puis quasi uniquement – les départements de vignobles (cf. carte pour 1988 p. 254) et en grande partie des métayers étrangers. Mais sa disparition était irrémédiablement engagée : le Recensement Général de l'Agriculture de 2000 ne proposait ainsi même plus de statistique le concernant... C'est donc un véritable objet d'histoire, dans le sens où il appartient à un passé révolu, auquel F. Conord consacre cette monographie qui connaît une deuxième édition actualisée d'une postface inédite.

L'adoption du statut du fermage et du métayage en 1946 s'inscrivait dans un processus législatif déjà engagé durant l'entre-deux-guerres et qui aboutit le 31 mars 1939 à un vote du projet de statut (avec un bail fixé à 9 ans, l'interdiction de l'impôt colonique et des corvées, l'abolition de la loi de 1889, loi sur laquelle nous reviendrons plus loin). Sous l'État français fut ensuite promulgué un statut du fermage avec des baux de 9 ans et à, la Libération, le programme du CNR prévoyait des mesures pour les « travailleurs de la terre » dont l'« établissement d'un statut juste du fermage et du métayage ». C'est donc ce statut qui fut finalement adopté le 30 mars 1946 par l'Assemblée nationale constituante et promulgué le 13 avril. F. Conord explique la quasi-unanimité (« trompeuse » toutefois, ajoute-t-il) entourant cette loi par « le contexte politique et social [...] doublement favorable à l'adoption du statut, en raison de la prépondérance des partis de gauche et de la pression exercée par les métayers [et] la nature même du texte. » (164). Ce nouveau statut connaît toutefois des limites : l'accession à la propriété demeure un horizon d'attente et le modèle du propriétaire exploitant transcende les clivages partisans. « Le statut mêle donc aspirations socialistes et libérales en facilitant la disparition d'un mode de faire-valoir jugé archaïque et féodal au profit du faire-valoir direct. » (166) Acquis indiscutables toutefois pour les métayers : les fermiers généraux disparaissent et ils obtiennent le droit de chasse qui permet un accès à la nourriture carnée.

Partant d'un bail de métayage privé – de provenance familiale – signé très à propos le 29 novembre 1946, F. Conord explore également les oppositions entre propriétaires et métayers après l'adoption de ce nouveau statut. Ces oppositions illustrent surtout la difficulté à réformer par la loi une situation ancestrale entre loi et coutume dans le droit face à la résistance des propriétaires<sup>6</sup>. Afin de contourner ou de refuser le nouveau statut, les propriétaires utilisèrent la pression sociale ou, plus efficacement, le droit de reprise prévu par la loi : pour refuser la conversion du métayage en fermage, la reprise en exploitation directe était en effet possible. Le contournement de la loi était d'ailleurs facilité par l'interprétation très extensive de la Cour de cassation, et la reprise était possible en plus d'une autre profession en parallèle... Pour les métayers, le bilan du statut était donc globalement décevant. La conversion était dangereuse car la justice la considérait comme une cause de

---

<sup>6</sup> Notons que les aspects juridiques liés au métayage, certes développés dans la deuxième partie de l'ouvrage, font également l'objet d'un autre ouvrage spécifique de l'auteur : *Le juge et le métayer. Domination sociale et pratiques judiciaires*, Dijon : PU Dijon, 2022.

rupture de bail, l'instauration du tiercement (un tiers au propriétaire, deux tiers au métayer) donna lieu, en plus des difficultés à être appliqué, à de nombreuses exceptions selon les produits. La redevance continua d'exister (volailles, laiterie, pommes de terre, etc.), des produits à forte valeur ajoutée (truffes) échappaient au bail, etc. Mais ce nouveau statut a toutefois « profondément modifié le climat social du métayage, en investissant les métayers de leur dignité d'exploitants » selon le juriste Guy Belair que cite l'auteur. Car, finalement, l'enjeu principal de l'histoire du métayage est avant tout sa définition. F. Conord le définit comme un statut qui regroupe à la fois un terme juridique (d'où l'importance des différentes lois) et (surtout) une position sociale pour laquelle la question de la perception – perception de soi pour les métayers mais surtout perception des métayers pour les autres (propriétaires, politiques, écrivains convoqués avec pertinence tout au long de l'ouvrage) – est centrale. La définition du métayage fluctue ainsi tout au long du XXe siècle pour finalement retenir aujourd'hui le caractère avant tout archaïque et désuet du terme. Mais avec lui s'affrontent aussi deux légendes, noire ou rose : institution semi-féodale pour les uns, responsable du retard des campagnes françaises et « exemple archétypal de la domination sociale » (94), ou bien célébrée par les autres pour être « la face bienfaisante du pouvoir social » (96).

« La France du métayage » (25-54), système de faire-valoir majoritaire à la Révolution mais qui connut tout au long du XIXe siècle un net recul (1832 : moitié de la surface cultivée, 1842 : un tiers, 1876 : moins de 10%), le premier chapitre de l'ouvrage, propose une vue d'ensemble claire de ces enjeux et des tensions entre questions juridiques, sociales, politiques et culturelles que l'auteur aborde au fil des différents chapitres. Avec la crise économique des années 1880, cette chute s'enraya et, parmi la grande série de lois qui visèrent à moderniser la société française, celle du 18 juillet 1889 fixa justement le cadre du métayage (également appelé bail à colonat paritaire) jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Pourtant, l'auteur souligne avec moult exemples justement les limites de cette codification juridique, redoutée tout au long du XIXe siècle par les propriétaires terriens, puisque la loi stipulait dès son article 2 que le cadre juridique du partage des produits n'était pas restreint à cette loi, mentionnant au contraire les « stipulations ou usages contraires » (29)... Car c'est là une spécificité du métayage, « il existe autant de métayages qu'il existe de contrées » (30). De fait, donc, le terme regroupe une diversité trop grande de spécificités locales (qui pouvaient varier non seulement d'un canton à l'autre ou même au sein d'une même commune !), ce qui explique aussi l'absence de toute étude à l'échelle nationale et une plus grande abondance d'études (souvent anciennes d'ailleurs) historiques mais surtout géographiques, juridiques et agricoles consacrées à un territoire local particulier. Au niveau national, on ne comptait ainsi que deux dénominateurs communs pour tenter de définir le métayage : le bailleur conservait le rôle décisionnaire quant à la conduite de l'exploitation et le droit de chasse et de pêche lui étaient réservés. Pour le reste, la très grande diversité des stipulations des contrats dépendait des « usages » locaux que la loi de 1889 ne réglait pas au niveau normatif, ce qui explique aussi les nombreux commentaires négatifs qu'elle a suscités. Cette très grande hétérogénéité apparaît d'autant plus anachronique que ces origines ne sont pas claires

(institution latine ? pays de droit coutumier ou de droit écrit ? lien avec le développement des races à viande ?) et que ce système d'exploitation du sol était concentré dans un espace finalement très restreint du territoire national : au sud d'une ligne allant du Mont Saint-Michel aux Alpes, et particulièrement dans trois grands ensembles : l'Ouest intérieur (Mayenne, Loire-Inférieure, Vendée), une région allant de l'Allier aux Pyrénées en intégrant le Bassin aquitain et le Midi provençal (cf. carte p. 46).

L'analyse par F. Conord de l'univers social du métayage, dont la caractéristique est aussi d'être marquée par une très grande hétérogénéité, est fine et aide à comprendre les enjeux sociaux et économiques implicites. Il analyse les trois groupes d'acteurs (et leurs sous-groupes) concernés par le contrat de métayage : les propriétaires, les métayers mais aussi les intermédiaires qui existaient parfois. Si le métayage était souvent associé à la grande propriété, c'est que le propriétaire des terres en métayage était souvent issu de familles nobles, reflet derniers feux de la noblesse terrienne d'ancien régime, et les soumissions sociales induites (« maître ») avaient le plus souvent alors encore en cours. Les années 1920 marquèrent un tournant, cette vieille noblesse désargentée laissant alors la place à des exploitants aisés (« bourgeois de la terre »). La question primordiale résidait alors davantage dans le rôle de ceux-ci dans le développement ou non du progrès des techniques des cultures. De même, quand les propriétaires laissaient la gestion de leurs terres agricoles à un intermédiaire (fermier général, expert agricole ou régisseur), le rôle social de celui-ci était important : un intermédiaire éclairé permettait une optimisation des terres et favorisait le progrès agricole, mais les portraits laissés dans les différentes sources laissent plutôt transparaître des intermédiaires majoritairement détestés car seulement attirés par l'appât du gain, profiteurs sans grande attention pour les conditions de vie des métayers ni pour la terre... La catégorie des métayers était à l'image de la grande diversité des possibilités du métayage : si l'auteur mentionne évidemment la condition inférieure, exploitée parfois même, qui en découlait (celle que l'on retrouve d'ailleurs le plus souvent dans la littérature), il rappelle aussi toutefois que les métayers pouvaient tout aussi « réussir » socialement et grimper l'échelle sociale jusqu'à devenir eux-mêmes bailleurs. Le métayage ne condamnait nullement à une position sociale inférieure et il était au contraire le plus souvent perçu comme un statut (non héréditaire) envié par les journaliers ou travailleurs agricoles car il permettait justement d'envisager cette ascension sociale.

L'analyse de critiques associée au métayage scandent également l'ouvrage, avant (chap. 3) et après (chap. 9) l'adoption du statut de 1946 : des métayers dont la misère économique et sociale n'avait rien à envier au serf du Moyen-âge, sujet d'un « maître » (ainsi que certains contrats le stipulaient !) auquel les termes du contrat étaient largement favorables et qui les maintenaient dans une position économique (redevances en nature, redevance annuelle, prise en charge du paiement des ouvriers, etc.) et sociale (maison, corvées, tutoiement etc.) dépendante du bon vouloir du propriétaire, suspicions quant aux intérêts des bailleurs et des preneurs (Roger Dumont dans les années 1950), etc. Système « imparfait » (96) de faire-valoir, certes, il joua pourtant aussi un rôle social éminent en permettant de sortir



du salariat agricole (même si l'indépendance du métayer était somme toute relative) et était particulièrement adapté à une forte natalité puisqu'il nécessitait de nombreux bras que le métayer fournissait avec sa famille – système parfait en temps de crises donc (moins de capitaux mobilisés qu'un fermier pour cultiver une surface équivalente). Enfin, et surtout, le métayage était mis en avant par de nombreux auteurs, d'un point de vue politique, comme un élément de concorde sociale par exemple, combattant l'idée de lutte des classes puisqu'il nécessitait bonne entente entre propriétaire et métayer.

Néanmoins l'exaspération face aux abus répétés se traduit par une mobilisation politique forte de ces dominés. Là encore, ce qui caractérise les mobilisations et luttes des métayers, c'est leur grande hétérogénéité même si la naissance « d'un » syndicalisme reste l'idée la plus véhiculée. Ces mobilisations variaient selon les lieux et les temporalités mais demeuraient constantes jusqu'à l'adoption du statut du fermage et du métayage. L'organisation des métayers en syndicats arriva bien après l'organisation d'autres catégories de métiers. L'Allier (et la personne d'Emile Guillaumin, encore) joua un rôle essentiel, tant par l'écho de son développement dans l'opinion publique convaincue des abus des fermiers généraux que l'intérêt rencontré parmi les intellectuels parisiens, particulièrement chez Daniel Halévy qui se fit porte-parole de ces revendications syndicales. Mais les tensions (politiques) traversaient les syndicats et jouaient contre eux. Le Sud-Ouest et particulièrement les Landes (avec les résiniers et les gemmeurs) fut le deuxième lieu où le mouvement syndical s'organisa de manière forte et les revendications (not. aussi l'élaboration d'un contrat type) prirent des tournures plus violentes que dans l'Allier. Dans les deux cas toutefois se pose la question de la représentativité et de la sociologie de ces syndicats, les métayers étant regroupés avec d'autres catégories ou métiers (« syndicat des fermiers et métayers » par ex.), ceux-ci n'étant d'ailleurs que rarement dirigés par des métayers, et leur part dans ces organisations pluricatégorielles n'est pas claire. Ils souffraient en effet d'un double obstacle : ils risquaient de perdre leur statut et d'être chassés du domaine par des propriétaires mécontents de leur engagement et ils souffraient du manque de considération et du mépris intellectuel social des élites qui rechignaient à les intégrer aux instances administratives. Enfin, les syndicats n'étaient pas les seuls cadres de la résistance des métayers aux conditions jugées injustes de leur statut. Les actions individuelles ont toujours eu lieu : débrouille pour flouer le maître, révoltes sporadiques et violentes dans le Sud-Ouest qui, si parfois elles permettaient quelques avancées sociales, connurent surtout des répressions juridiques et sociales violentes (nombreuses expulsions), mobilisations contre les saisies ou les expulsions... Les luttes des métayers combinaient ainsi des pratiques anciennes et nouvelles mais leur combat mobilisait au-delà de leur statut et revêtait donc des formes largement communautaires dans des villages où le poids du métayage était important.

Partant de l'idée communément admise que les métayers avaient une sensibilité le plus souvent de gauche, l'auteur passe aussi en revue ses relais politiques finalement plus subtils et bien moins évidents. L'exemple d'Émile Guillaumin à Ygrande ou bien encore l'implantation de terres de métayage dans l'Ouest, territoires de

« hiérarchies acceptées » selon le terme de Pierre Barral, nuance cette idée. F. Conord discute ainsi l'association des socialistes (puis des communistes) avec les métayers pour trois raisons : 1) les représentants les plus médiatiques (Guillaumin) avaient des relations complexes avec les partis de gauche, 2) du radicalisme au christianisme social d'autres mouvances reflétaient les intérêts des métayers, et 3) les socialistes et communistes accordaient une place prépondérante à la défense de la petite propriété et des petits propriétaires, négligeant de facto les paysans sans terre. Il analyse donc plus spécifiquement le cas d'Émile Guillaumin (« sans-parti – qui vote à gauche » comme il se définissait lui-même) dont le rapport à la politique était complexe : proche du mouvement ouvrier, il siégea au conseil municipal d'Ygrande (1909-1919), refusa les candidatures SFIO aux législatives de 1924 et communistes aux municipales de 1925 et durant l'Occupation il se tint à distance de l'État français avant que les partis de gauche ne lui rendissent hommage au moment de sa mort. L'étude des relations des socialistes, des communistes puis des autres sensibilités politiques aux métayers livre également un bilan dissymétrique : c'est sans surprise à gauche que se retrouvaient les défenseurs des métayers même si l'apparition des agrariens et le développement du christianisme social bouleversa la donne dans les années 1930. Mais les partis de gauche ne comptaient que très peu de métayers dans leur personnel politique (et seulement à des responsabilités locales) et aucun métayer n'accéda par exemple au parlement. Les évolutions législatives postérieures à 1946 (213-237) furent ensuite autant d'autres affrontements politiques et idéologiques et le retour à des positions antagonistes (droit de conversion présenté comme un quasi droit à l'expropriation à droite, des socialistes divisés sur les conséquences heureuses pour les métayers et les conséquences moins heureuses pour les petits propriétaires, affrontements entre socialistes et communistes sur leur rôle dans l'élaboration du statut, etc.).

C'est finalement un livre très fouillé utilisant à la fois des sources de textes académiques et archivistiques variées et nombreuses (l'utilisation d'archives familiales de l'auteur, notamment en annexes, donne également un ton personnel à l'ouvrage, dédié à ses grands-parents métayers) et des sources littéraires et mémoires permettant de toucher au plus près la réalité et la représentation du métayage et de la condition de métayer. On citera ici bien sûr Guillaumin, que l'auteur cite abondamment, mais aussi entre autres Bazin, Simenon, et même Poulidor dont les parents étaient métayers. C'est également véritablement une histoire par le bas : une histoire des métayers (au moins autant qu'une histoire du métayage) et une histoire au niveau local, où l'échelle départementale fait figure de grande échelle. Histoire des mentalités, histoire juridique, histoire sociale, histoire politique, etc. : un ouvrage à la fois modeste par son sujet mais véritablement érudit dans son exposition.

Le troisième ouvrage, *Le monde de l'Angle. Voix paysannes 1915-2020*, est un objet d'une autre configuration encore, véritablement surprenant et polyforme. D'abord, il ne faut pas s'attendre à y lire une monographie historique comme celle de F. Conord, ni une chronique comme celle de J.M. Moriceau. Le titre peut être trom-

peur à ce sujet, il renvoie toutefois effectivement à un lieu-dit d'altitude de la commune du Mont-Dore sur lequel se trouvait à l'origine un buron – abris de berger typique du paysage auvergnat – et acquis en 1932 par Blaise Legay (1897-1972) et son épouse. Se trouvant sur un sentier de randonnée, ils le transformèrent peu à peu en une ferme-auberge (l'Angle) qui fut ensuite exploitée par leurs enfants et descendants et qui est aujourd'hui tenue par leurs arrière-petites-filles. C'est donc une plongée dans ce monde qui nous est proposée ici, sans pour autant être une histoire familiale.

L'auteure, historienne comme les deux auteurs précédents mais surtout spécialiste d'histoire politique et culturelle du XIXe siècle, a ainsi pris comme point de départ sa « découverte » d'un carnet de ce paysan du Mont-Dore, Blaise Legay, pour l'éditer et interroger cette histoire particulière ainsi que, plus largement, le travail et la vie à la ferme en écoutant parler les différentes générations qui s'y sont succédées. Notons, et c'est une grande richesse de ce livre, qu'il est accompagné d'une clé USB sur laquelle on trouve deux longs « films sonores » de Philippe Busser, heureux oxymore sollicitant véritablement l'« ouïe » pour « voir », qui donnent donc aussi à entendre les différentes voix du texte – voix couchée sur le papier par Blaise Legay (*Dans les pas de Blaise et des sangliers*) ou bien saisies à la ferme, et accompagnées de leur environnement sonore, par le microphone et qui prolonge le livre (*Aux quatre coins de l'Angle*).

On trouve dans le texte de ce que l'on appellera donc le « livre-papier » différentes parties qui donnent surtout à voir les interrogations de l'historienne face à son projet, ses avancées, ses doutes aussi (11-17), et des retranscriptions d'entretiens mis en chapitres (25-30, 131-255), le tout agrémenté d'un riche appareil iconographique. La mise en page est d'ailleurs particulièrement soignée, on appréciera à titre d'exemple la couverture, illustrée par le dessinateur de BD Étienne Davodeau. Puis, finalement, dans la partie centrale du livre la retranscription de ce fameux carnet de Blaise Legay (39-130). Comme le note Alain Corbin dans sa préface, ce carnet n'est ni un journal ni un récit de vie. Il est lui-même un objet particulier dans sa forme et dans son contenu. Rédigé à la fin de sa vie (il l'écrivit à 72 ans) pour livrer ses souvenirs à ses enfants, il s'agit donc de souvenirs reconstruits a posteriori, ce qui appelle donc a priori à la prudence – comme il en convenait lui-même d'ailleurs. Pourtant, l'usage qu'en fait Corinne Legoy est subtil puisqu'elle s'en sert à la fois comme élément de départ et central de son projet tout en le reléguant en même temps à la marge. Car elle se contente de le présenter brièvement (39-40), soulignant son caractère étonnant (un cahier d'écolier jaune, 173 pages, recopié pour chacun de ses enfants, ou presque, il n'eut pas le temps de terminer celui pour sa dernière fille) et surtout sa teneur déroutante. En effet, davantage que « voix paysanne » comme l'on pourrait s'y attendre (c'est-à-dire relatant une vie de paysan à la ferme), Blaise Legay relate les pèlerinages qu'il entreprit, entre 1915 et 1967, entre l'Angle et la chapelle Notre-Dame de Vassivière. « Souvenirs et récits de mes pèlerinages à Vassivière » est d'ailleurs le titre qu'il lui donna. Ces souvenirs mettent ainsi davantage en avant la culture catholique d'un mode rural qu'une culture véritablement « paysanne ». Le rapport au paysage est toutefois omniprésent, car ce pèlerinage est également voire

surtout l'occasion d'une randonnée à travers le Massif du Sancy. On est donc assez loin des récits ou écrits de paysans comme ceux d'Ephraïm Grenadou ou encore une fois d'Émile Guillaumin (dont *La vie d'un simple* est nullement un témoignage autobiographique comme l'auteure le suggère) évoqués en introduction (15).

D'avantage que ce carnet, cet ouvrage trouve sa force dans la première partie où l'auteure expose sa démarche d'historienne face au document et à la genèse du projet auquel il aboutit finalement (même si sa rencontre avec ce carnet, brièvement évoquée, reste assez floue). Elle souligne, comme chez les deux auteurs précédents, l'intrication des vies personnelles et les choix de recherche, et c'est surtout cette approche sensible qui scande tout l'ouvrage qui le rend intéressant. La démarche de l'historienne est ainsi présentée, dans de courtes sous-parties introductives, par un choix de vocabulaire mettant en avant les sens (« écouter »). De même les entretiens dans la partie qui finalement représente à nos yeux le véritable cœur de l'ouvrage « Des vies, un lieu – Témoignages » et qui sort du domaine historique pour être davantage sociologique. Ces témoignages sont donc le résultat de divers entretiens étalés entre les étés 2016 et 2019 et dont elle retrace brièvement pour chacun l'historique en précisant les dates, les lieux et surtout les liens des témoins avec le lieu – la ferme-auberge de l'Angle – dont elle propose ainsi une histoire familiale et sociale orale ou bien les liens familiaux des divers protagonistes (la généalogie familiale p. 23 aide grandement à s'y retrouver tant l'auteure met en écho les différentes générations). Réorganisées a posteriori en courts chapitres thématiques, ces discussions abordent donc les thèmes aussi divers que banals mais essentiels pour retracer et tenter de saisir une vie à la ferme sur près d'un siècle (les rencontres, l'école, les vacances, le quotidien, mais aussi le poids de la tradition familiale, les difficultés du métier, les questionnements face au changement, l'éventualité d'une autre vie en dehors du monde de la ferme, etc.) Les hésitations et les non-dits y sont d'ailleurs tout autant révélateurs que les mots prononcés.

Cet ouvrage sort donc des sentiers battus par ses approches méthodologiques multiples. Il permet, par l'intermédiaire du destin d'une ferme (dont l'exemple ne vaut certes que pour elle seule et ne saurait être représentatif) et dans une région repliée sur elle-même (même remarque), de prolonger dans un sens la lecture de l'ouvrage de J.M. Moriceau. La borne chronologique de l'un s'arrête en 1914, l'autre débute en 1915, mais tous les deux interrogent à leur manière le rapport du monde paysan, dans sa diversité, à l'évolution du siècle et aux changements auxquels il est confronté. Il s'agit ici toutefois d'un ouvrage assez brut, particulièrement en ce qui concerne les entretiens ; on regrettera ainsi le manque de contextualisation ou, plutôt, d'approfondissement, revers de la médaille de cette approche sensible qui met l'écoute au centre de la démarche. A seul titre d'exemple, l'engagement politique est brièvement évoqué – trop rapidement malheureusement alors qu'il s'agit pourtant d'une question centrale de l'évolution de ce monde paysan : Pierre, le gendre de Blaise né en 1933 (qui décédera en 2018), Jean-François et Patrick, fils de Pierre, sont tous adhérents à la Confédération paysanne. Il est dommage que ce thème ne soit pas davantage développé, le passage de Pierre de la FDSEA à la Confédération paysanne – qui plus est dans le

département de Michel Debatisse, meneur de la « révolution silencieuse », et contemporain de Pierre – aurait ainsi certainement mérité de plus amples développements voire simplement contextualisations ; les mêmes remarques valent plus généralement aussi quant au rôle et à l'évolution de cette culture catholique rurale qui est au centre du carnet de Blaise. Certes, Pierre (dont la cérémonie religieuse de l'enterrement se termina avec les chansons de Jean Ferrat et Georges Brassens, ce qui n'est pas sans significations) commente rapidement cette évolution, mais les silences – une culture paysanne s'exprimant d'ailleurs ainsi – sont ici plus notables que les mots : « Mais les choses ont changé : quand on a commencé, le syndicalisme était fort et nous aidait...mais les hommes politiques... Bon, moi j'ai toujours préféré les gens de gauche, mais chacun a son idée. Et la société aussi a changé. » (233) Jean-François précise également très rapidement le sens de cet engagement dans les pas de son père : « j'ai décidé de poursuivre, de défendre l'agriculture paysanne, l'élevage traditionnel et le plus naturel possible. » (234). Ces deux commentaires assez lapidaires sont pourtant loin d'être anodins et évidents. Précisément, et en lien avec cet exemple, le questionnement de ce que signifie « paysan » est au cœur du petit livre d'Édouard Morena.

Ce quatrième ouvrage est encore d'un tout autre type. Très bref, publié dans la collection interventionniste « Le mot est faible » chez l'éditeur anamosa, il prend donc le parti d'interroger « l'extraordinaire banalité d'un mot » (5), celui de « paysan ». Selon la présentation de la collection, « il s'agit de s'emparer d'un mot dévoyé par la langue au pouvoir, de l'arracher à l'idéologie qu'il sert et à la soumission qu'il commande pour le rendre à ce qu'il veut dire. »<sup>7</sup> Voilà donc l'ambition de ce court essai, au ton volontairement incisif, qui s'y emploie en 9 chapitres de quelques pages chacun. L'auteur, à la différence des trois premiers, n'est pas historien mais politiste, et spécialiste, en autres, justement de la Confédération paysanne.

Le vocable paysan qu'il s'attelle à clarifier est effectivement présent dans les trois ouvrages précédemment cités. Mais le mot-a-il a la même valeur sous la plume de J.M. Moriceau, de F. Conord, de C. Legoy ou davantage encore dans la bouche de Blaise, de Pierre, de Jean-François, et même pour le lecteur ? Chez F. Conord, l'idée de soumission est claire, chez J.M. Moriceau elle est aussi visible, chez C. Legoy ce n'est pas le cas par exemple. C'est une question centrale et si le mot lui-même ne fait pas débat comme le note E. Morena, c'est qu'il est véritablement ancré dans l'inconscient collectif – et ce malgré la chute vertigineuse du poids démographique du secteur agricole. « Les agriculteurs s'en vont, alors que le paysan reste » (7) note-t-il élégamment pour souligner l'enjeu de ce vocable réceptacle « de nos injonctions contradictoires » (*ibid.*). Il s'emploie donc à explorer la genèse et l'évolution du sens du terme, les enjeux politiques qu'il implique dans un temps long (principalement XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> s.), la construction culturelle et scientifique de cet objet d'étude et le rapport de la politique au mot. Car explicitement (Conord), plus

---

<sup>7</sup> <<https://anamosa.fr/le-mot-est-faible>>.

implicitement (Moriceau) ou en arrière-plan (Legoy), c'est bien aussi pourtant ce qui sous-tend les ouvrages précédents.

En partant de l'évolution de la définition que proposent les dictionnaires de l'Académie française depuis 1694 jusqu'à aujourd'hui, E. Morena souligne la double fonction du mot : en lien avec la production agricole et, plus important, porteur de valeurs qui peuvent évoluer avec les époques. C'est seulement à partir de 1935 qu'il est défini par son activité de travailleur de la terre. La seule évolution depuis, note l'auteur, est dans l'ajout, aujourd'hui, d'une phrase précisant qu'on emploie plus volontiers « agriculteur » ou « exploitant agricole »<sup>8</sup>. Nuançons néanmoins fortement car si cela est certes vrai pour le dictionnaire de l'Académie, ce n'est pas du tout le cas pour d'autres dictionnaires (usuels, descriptifs) comme *Le Petit Robert*<sup>9</sup> ou *Larousse*<sup>10</sup> qu'il aurait été peut-être plus judicieux d'utiliser ici. Le dictionnaire de l'Académie (prescriptif d'un usage la plupart du temps désuet) ne reflète en effet nullement l'usage contemporain... Pourtant, par effet de ricochet temporel, ce choix malheureux de dictionnaire pour ouvrir le livre confirme justement la démonstration de l'auteur puisqu'il renvoie en fait à une époque où dominait une autre représentation des paysans et du monde rural, celle où la foi en la modernisation agricole dominait. Cette définition est également et de façon exemplaire celle d'une élite sociale et culturelle que s'emploie justement à démont(r)er l'auteur dans son essai. Il est en effet intéressant de noter dans ces différentes définitions que les prétendues « valeurs » qu'il illustre qu'elles sont le fait d'élites qui projettent sur ce vocable les représentations qui les servent socialement et politiquement. Les « paysans » représentent ainsi toujours une altérité, un des maîtres-mots de la démonstration d'E. Morena. Il est aussi particulièrement intéressant que la définition de « paysan » ne renvoie pas à un modèle agricole ou à des pratiques spécifiques ou bien encore à une époque donnée, ce qui en fait un mot absolument « fourre-tout » et interchangeable à souhait. Il renvoie donc à la fois autant au fermier laboureur d'Ancien régime (J.M. Moriceau l'utilise d'ailleurs pour intituler sa chronique qui couvre la période de 1653 à 1788 et pas celle dont nous avons brièvement parlé plus haut) qu'au métayer étudié par F. Conord, qu'au maraîcher en biodynamie, qu'au grand céréalier de la Beauce ou qu'à Blaise Legay ou indifféremment ses arrière-petites-filles... E. Morena a eu l'ingénieuse idée de recourir à la comparaison avec l'anglais, où l'équivalent *peasant* est défini bien plus spécifiquement: par sa condition sociale pauvre d'abord, l'exploitation d'une petite parcelle ensuite et enfin son inscription dans un

---

<sup>8</sup> Cf. la définition en ligne, il est possible de comparer l'évolution de la notice dans les différentes éditions du dictionnaire depuis 1694 : <<https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9P1103>>.

<sup>9</sup> « homme, femme vivant à la campagne du travail de la terre. → agriculteur, cultivateur, exploitant agricole, fermier, métayer. [...] péjoratif (Personne) qui a des manières grossières. → rustre », <<https://dictionnaire.lerobert.com/definition/paysan>>.

<sup>10</sup> « Personne qui vit à la campagne de ses activités agricoles. (Ces synonymes sont souvent employés à cause du sens péjoratif du mot.) agriculteur - campagnard - croquant (vieux) - cul-terreux (familier) - cultivateur - exploitant agricole - fermier – villageois. », <<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/paysan/58832>>.

passé révolu dans le cas de la Grande Bretagne.<sup>11</sup> La question ne s’y pose donc pas de savoir ce qu’il signifie *vraiment*.

Dans les chapitres suivants, organisés chronologiquement, l’auteur passe ainsi d’abord en revue l’évolution des représentations des paysans et de la campagne par les élites sociales à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis la question du paysan comme enjeu politique. Cet enjeu aujourd’hui incarné dans le Salon de l’agriculture – E. Morena rappelle que Jacques Chirac n’en a raté qu’un seul en 40 ans et qu’Emmanuel Macron y a passé 14 heures en 2019, car « ne pas y aller serait une faute politique » (40) – est le fruit d’un long héritage ancré dans le XIX<sup>e</sup> siècle où la campagne et les paysans deviennent de véritables « compas mora[ux] nationa[ux] » (40-41). Ses détours par les représentations véhiculées par les artistes (affiches publicitaires, cartes postales, etc.), écrivains et folkloristes (musées ethnographiques) au tournant du XX<sup>e</sup> siècle sont évocateurs à double titre. D’abord, ils soulignent la popularisation du monde paysan dans un effort de muséification d’un monde promis à disparaître. Et surtout ils illustrent le développement puis l’ancrage de représentations fondamentalement conservatrices autour des valeurs qui culmineront entre 1940 et 1944 : travail, famille, patrie. Pour la période qui suit la Seconde guerre mondiale, E. Morena revient particulièrement sur les travaux d’Henri Mendras et de Claude Servolin, ainsi que sur les études monographiques portant sur les villages, pour critiquer les représentations qu’ils véhiculaient implicitement : des systèmes anhistoriques, renforçant le sentiment tronqué d’altérité du monde rural et de sa cohésion interne. Alors qu’il était question de le muséifier avant sa disparition annoncée au début du siècle, il était désormais question de préserver ce monde paysan qui avait alors pour caractéristique nouvelle de se distinguer du reste de la société et plus particulièrement de l’agriculture capitaliste. E. Morena interroge ensuite les rapports de la gauche avec les paysans depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu’à la « paysannisation » (70) du discours dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle – bien que l’ouvrier restât alors la figure tutélaire à gauche –, puis la « repaysannisation » (*ibid.*) du discours après la Seconde guerre mondiale dans le contexte de la mondialisation agricole. Les années 1960/70 et leurs nouvelles idées en rupture à gauche avec les doctrines historiques, les partis et les syndicats voient une nouvelle projection sur la figure du paysan apparaître : il devient une alternative à l’ouvrier dans certains courants. « Paysan *is the new* prolétaire » pour reprendre la formule de l’auteur (74), il devient la force motrice des changements attendus de la société et une alternative crédible au modèle agricole productiviste dans le contexte de l’émergence, puis de la popularisation, de la question environnementale. Si l’auteur revient dans ce contexte précisément sur la figure de José Bové, c’est que son discours « correspond aux représentations que l’on se fait des paysans et de ce qu’ils sont censés faire. » (86) Mais la question de la confrontation des discours et des pratiques demeure cruciale, et malgré justement l’invention du concept d’« agriculture

---

<sup>11</sup> « a person who owns or rents a small piece of land and grows crops, keeps animals, etc. on it, especially one who has a low income, very little education, and a low social position. This is usually used of someone who lived in the past or of someone in a poor country», <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/peasant>>.

paysanne » par la Confédération paysanne, la très grande diversité des situations agricoles rend toujours impossible une définition et une appropriation unique du mot. Il est donc réinvesti par les autres organisations syndicales dénoncées justement par « la Conf » – comme la nomme l’auteur – avec son « agriculture paysanne ». L’identité paysanne est donc logiquement tout aussi revendiquée par la FNSEA et la Coopération rurale, et en politique également par les conservateurs ou les réactionnaires : l’emploi du mot par la gauche politique ou syndicale ne transforme absolument en rien les représentations qu’il continue de véhiculer... La conclusion que tire E. Morena de cette impossible évolution est convaincante : « paysan » est un « mot pour autrui, utilisable par tous mais impossible à approprier. » (88) Et concernant « la Conf », « c’est surtout parce qu’elle fondamentalement de gauche que la Confédération paysanne est aux avant-postes des luttes pour la justice sociale et environnementale. Et moins parce qu’elle est paysanne. » (90)

Signalons enfin particulièrement le dernier chapitre « Un mot in-appropriable et inapproprié ? », conclusion percutante de cette intervention dans le débat public (puisque c’est bien le but de la collection) dans laquelle E. Morena appelle à ne plus utiliser le mot paysan, « car il ne permet pas de saisir véritablement les transformations passées ou en cours dans nos campagnes » (94) et qu’il ferait même obstacle à une véritable compréhension. Il lui dénie toute valeur analytique car il ne servirait qu’à « brouiller un peu plus la frontière entre fantasme et réalité » (95). Puisque l’auteur démontre dans ce livre que la définition de « paysan » était constamment le fruit des élites, il ne propose évidemment pas lui-même d’alternative, c’est aux « producteurs agricoles » (96) eux-mêmes de se définir. On imagine les interrogations et les doutes de l’auteur au moment d’écrire ces mots pour chercher la plus grande neutralité analytique... Gageure insurmontable. On ne peut être néanmoins que d’accord avec les conclusions de l’auteur sur le brouillage sémantique autour du terme « paysan », et comme on ne peut – heureusement – le supprimer du langage, il faut donc surtout l’analyser, le contextualiser voire le déconstruire. Et c’est aussi ce que l’auteur réussit pleinement dans cet ouvrage.

Qu’ils « râtellent » donc tout un monde et une époque comme J.M. Moriceau, « labourent » la terre des autres comme F. Conord, « glanent » des voix paysannes comme C. Legoy ou « traitent » un terme jugé nuisible comme E. Morena, ces quatre ouvrages permettent chacun, autant qu’ensemble, de considérer cet avant-hier (XIX<sup>e</sup> s.) et cet hier (XX<sup>e</sup> s.) si décisifs pour tenter de comprendre la complexité et les enjeux de notre présent dans ses dimensions à la fois politiques, sociales et culturelles.